

LES PIEDS DANS LE PLAT

AU DEUXIÈME TEMPS DE LA VALLS...

<http://cgt17-dgfp.perso.sfr.fr/>

La déclaration d'amour aux patrons du premier ministre, ovationné debout par le MEDEF, a valeur de symbole et de programme, venant juste à la suite de la nomination à Bercy d'un Macron, ci-devant employé de la banque Rothschild et homme de confiance du grand capital financier français.

Désormais c'est l'autoritarisme qui semble être devenu la marque de fabrique du tout nouveau gouvernement nommé, sous la férule du petit caporal Valls. Rebsamen a déclaré ouverte la chasse aux chômeurs, et ils voudraient bien faire de nous tous de ces 'sans-dents' qu'ils méprisent si fort.

Il faut dire que le système du capitalisme financiarisé et mondialisé semble s'enfoncer plus que jamais dans une crise sans fin, sous l'effet de la logique inflexible du profit. Les chiffres communiqués par l'INSEE cet été ont confirmé la gravité de la situation économique et sociale, le pays étant même considéré au bord de la déflation. Visiblement partisan de



la méthode « Coué », le président de la République lors de son interview du 20 août s'obstine et refuse de tirer le bilan de sa politique qui a déjà offert au patronat 220 milliards d'Euros sur le dos des salariés.

Crise de surproduction, menace de déflation, désindustrialisation ne cessent de rythmer les nouvelles calamiteuses qui se traduisent pour le monde du travail par toujours plus de chômeurs et toujours moins de sécurité et de droits sociaux. Et ils osent affirmer que nous n'en sommes pas encore à l'austérité ! Façon de dire que les coups à venir qu'ils veulent nous porter devront être encore plus rudes.

Dans notre administration ce sont plus de 10 000 postes supprimés en quatre ans et encore plus de 2 500 annoncés pour cette année, qui viendront s'ajouter aux

milliers de postes «non pourvus» à l'issue du mouvement au 1er septembre. Pour ce qui concerne notre département, cela se traduira par 28 suppressions supplémentaires, sur fond de 26 postes non pourvus. Cette funeste perspective montre avec force l'urgente nécessité d'une action de grande envergure à l'occasion du vote du Budget à l'Assemblée Nationale : ce n'est pas pour cela que nous avons voté en 2012 et les députés PS et PC que nous avons élus ne doivent pas voter ça.

Car l'austérité que nous subissons effectivement depuis des années, n'en déplaît à tous les idéologues appointés défenseurs du profit, ce ne sont pas que des mots. Cela se traduit quotidiennement dans les conditions de travail et d'existence de tout un chacun. C'est dans notre corps que nous vivons chaque jour les conséquences de la surcharge de travail et de la dégradation de tous les aspects de notre vie que la crise économique et sociale nous inflige. Décidément, non, la barbarie, même repeinte aux couleurs post-modernes, ce n'est pas bon pour la santé.

C'est ce que nous proposons à tous les collègues de venir discuter dans les réunions d'heures mensuelles d'information (HMI) que notre section CGT organise dans toutes les résidences sur le thème des «conditions de vie au travail», où nous présentons un diaporama instructif à cet égard. Les causes et conséquences du stress et de la souffrance au travail ne doivent pas rester une affaire individuelle. Cessons de plier la nuque en silence sous les difficultés et les symptômes. À la CGT nous pensons que c'est tous ensemble qu'il faut en discuter et agir pour que ça change, car ces questions sont pour nous au cœur de l'action syndicale et de la vie économique, politique et sociale de la société actuelle. Nous sommes tous concernés !

Nous tenons également à vous informer que nous tiendrons notre assemblée générale annuelle le vendredi 3 octobre 2014 à ROCHEFORT, et nous invitons tous nos collègues à y participer aux côtés de nos adhérents. Nous voudrions que tous les agents, dont nous sommes, soient convaincus que le syndicat c'est nous tous, et que les militants, les délégués, les représentants élus, sont à notre service à tous.

CONDITIONS DE TRAVAIL, L'AFFAIRE DE TOUS !



Durant tout le mois de septembre, nous allons entamer une campagne d'information sur la dégradation de nos conditions de travail dans notre ministère et plus particulièrement sur notre département. Contrairement à ceux que beaucoup peuvent croire, la Charente-Maritime est un véritable catalyseur par sa spécificité et par la manière dont la centrale attribue le budget et les postes. Le but de cet article n'est pas de dévoiler tout le contenu de ces réunions, mais plutôt de vous inciter à vous déplacer.

Nous vous demandons de lever les yeux de votre vieil écran 17 pouces, de ne plus penser à la trentaine d'applications qui rythment votre vie professionnelle, de ne plus répondre au téléphone, de sortir de votre caisse ou de votre box de réception, d'oublier ce boulot en retard, de ne plus penser à ces courriels à ces notes de service qui ne sont plus commentés, pendant deux petites heures. Les Heures Mensuelles d'Information sont un droit qui, comme le dit la célèbre maxime d'un Palmipède, qui s'use quand on ne s'en sert pas.

Nous vous proposons donc de vous asseoir sur le bord de la route et de regarder ce qu'est devenue notre administration, la manière dont elle nous fait travailler. Des modes de management qui sont basés sur un productivisme sans fin, doublé d'une pénurie de moyens qui ne prend plus en compte le facteur humain. L'année qui s'annonce est un véritable tournant pour notre département et nous considérons que la direction locale n'a plus aucune marge de manœuvre pour remplacer les absences d'agents (*maladie, formation, ...*) et de moyens budgétaires. À force de dégrader nos conditions de travail, ces modes de management, à l'instar de France Telecom, pourraient être qualifiés dans un avenir assez proche de "*pathogènes pour la santé des agents*" et auront comme **conséquence d'ouvrir de manière irréversible la porte de la judiciarisation.**

Dans cette campagne d'information, nous venons tirer un signal d'alarme et dans un deuxième temps réfléchir à des actions collectives. Des propositions sont déjà sorties des HMI qui se sont déroulées sur les sites de Royan et de Saint Jean d'Angely. Nous ne pourrions pas passer ce diaporama dans les petites trésoreries. Mais nous ne les oublions pas pour autant, car les réformes de restructurations s'imposent dans ces services depuis de nombreuses années par le levier de la souffrance des agents.

Le plus important c'est de commencer à relever la tête et de ne pas se résigner. « Les conditions de travail sont l'affaire de tous. » Ce slogan de la Direction Générale des Finances Publiques nous l'avons repris à notre compte pour le titre de notre diaporama.

Agent des Finances Publiques Venez nombreux !!!!

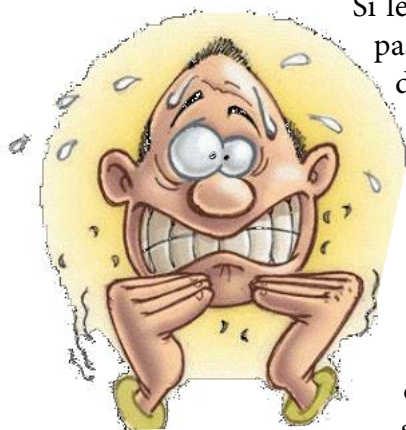
Compte tenu d'un calendrier extrêmement serré (*CHS-CT, Commission Régionale CGT, visite de site, Réunion informelle décidée par la direction, Assemblée Générale de notre section*), les prochaines HMI pour le mois de Septembre auront lieu :

Jeudi 11 Septembre 2014	CDFP de Rochefort de 10h00 à 12h00
	Services de la Direction Réaumur de 14h00 à 16h00
Mardi 16 Septembre 2014	CDFP de Jonzac de 14h00 à 16h00
Vendredi 19 Septembre 2014	CDFP de la Rochelle de 10h00 à 12h00
	CDFP de Marennes de 14h00 à 16h00

Nous terminerons cette campagne d'information par le CDFP de Saintes et sa trésorerie municipale vers la première quinzaine d'octobre.



MISÈRE, MISÈRE ...



Si les économistes/éditorialistes expliquent à longueur d'articles que la France n'est pas allée assez loin dans la réduction des dépenses publiques, sur le terrain ce genre de discours semble pour le moins décalé, voire mensonger. Il suffit d'observer nos fiches de payes et la vie quotidienne de nos services. Il y a quelques semaines c'est la climatisation de la salle informatique du site de Saint Jean d'Angely qui s'est mise à ne plus fonctionner. Tant que la MMA, c'est-à-dire le serveur informatique qui nous permet d'accéder à 95% de nos applications, tient le choc pas de problème. Contrairement aux agents du troisième étage de Fetilly, cette MMA ne fonctionne plus quand le thermomètre franchit la barre des 35°C. Quelques jours de chaleurs et branle-bas de combat à la direction locale. Sauf que quand il n'y a plus de pognon et que le système D ne peut pas prendre la relève, la seule solution qui reste est de croiser les doigts.

VERRE À MOITIÉ VIDE OU À MOITIÉ PLEIN

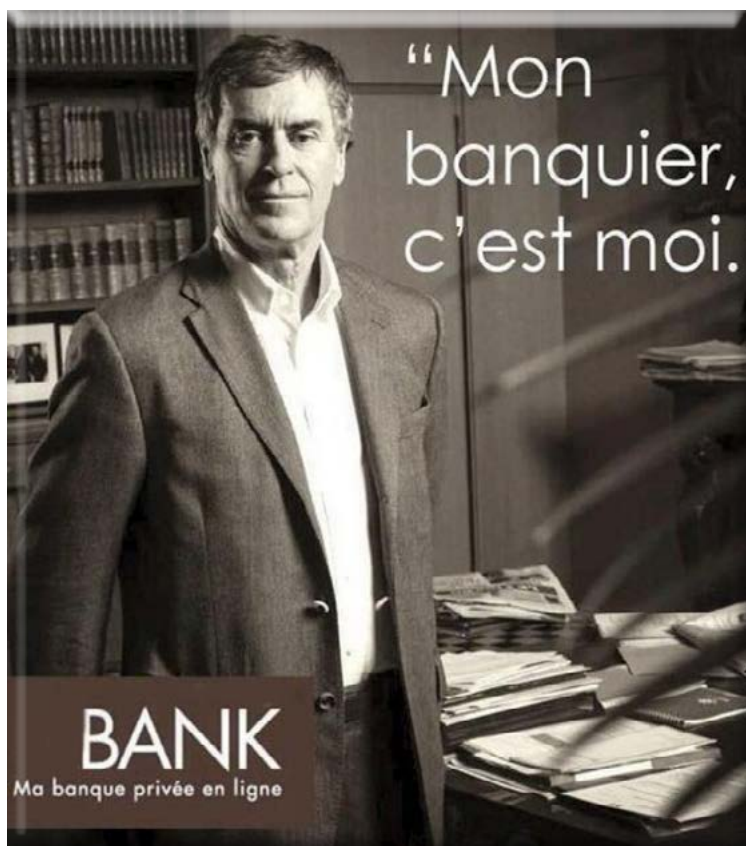
Ce n'est pas en Charente-Maritime et nous taisons le nom du département. Un chef de service a décidé pour faire face au manque d'effectif de faire saisir des déclarations d'impôt sur le revenu par un auxiliaire. Le contrôleur, pour éviter toute erreur, a surligné au stabillo très consciencieusement tous les chiffres que le contribuable avait indiqué. Et roule ma poule !

Le problème s'est relevé dès la sortie des rôles. L'auxiliaire avait si bien effectué sa tâche qu'il avait supprimé au passage tous les chiffres préimprimés et non surligné. Exit les salaires, adieu les gosses, bye bye les RCM !!!!

Il y a plusieurs manières de voir cette histoire d'un point de vue des indicateurs. Le côté positif, c'est que le SIP en question pourra trouver facilement du Contrôle Sur Pièce et le chef de service a un audit interne original à proposer à sa direction. Le côté négatif, c'est que le nombre de réclamations a augmenté.

Pour nous, c'est une image dégradée et ce sont les agents de base qui ont morflé.

ET UNE CAHUZETTE, UNE



Pour écrire cette brève on aurait pu prendre comme titre cette célèbre réplique des Tontons flingueurs « Les cons ça ose tout, c'est même à ça qu'on les reconnaît ». Jugez plutôt voici ce que le député Thevenoud vice-président de la commission parlementaire sur la fraude fiscale de M CAHUZAC, déclarait au parloir de l'Assemblée nationale le 22/01/2014.

"Il faut que certains industriels, sportifs ou anciens rockers comprennent qu'ils ne peuvent pas venir se faire soigner en France et payer leurs impôts à l'étranger. Chaque citoyen français doit contribuer au financement du modèle social."

Ses derniers mois il s'était fait le chantre de la transparence pour la déclaration des patrimoines des ministres, il se voulait grand pourfendeur de la fraude fiscale. Cet ancien diplômé de L'institut des Études Politiques de Paris, a simplement oublié de déclarer ses revenus « par négligence ». Après Cahuzac, nous avons eu droit à un stage obligatoire sur la déontologie, on attend désormais le stage sur la connerie.

ÉCONOMIE DE BOUW DE CHANDELLE

On nous a rapporté que pour montrer l'exemple, un(e) responsable de service n'hésitait pas à écrire ses post-it avec du crayon à papier. Une fois utilisé, on le gomme pour le réutiliser. Le jeu se termine quand la colle du dit post-it ne marche plus. Dans le Pied Dans Le Plat du mois de février 2013, pour dénoncer le manque de fournitures, nous avons préconisé d'utiliser le papier toilette en mode recto et verso. On ne souhaiterait pas que l'on prenne cette boutade au pied de la lettre.

ASSEMBLEE GENERALE 2014



Adhérent, tu es convié à participer à **l'Assemblée Générale qui aura lieu le vendredi 3 octobre 2014** à la salle EDF de Rochefort (En face de l'école de gendarmerie).

Sympathisant ou hésitant, tu es invité à venir te rendre compte du fonctionnement de notre section, de sa vitalité, de son esprit critique ainsi que de sa liberté de parole.

Une autorisation d'absence est accordée pour participer aux assemblées générales des sections départementales.

Nous débattons du fonctionnement de notre

section syndicale et de la situation revendicative.

BULLETIN D'ADHÉSION

J'adhère à la CGT NOM : Prénom :

Grade : Echelon : Temps partiel : si oui combien%

Lieu de travail :

Tél : Adresse électronique :

Date : Signature : _____

Envoyez à Mme Christine Le Clech S.I.E sis au 4 Crs Charles de Gaulle 17100 SAINTES

